ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 13 novembre 1972, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ainsi que la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes", a donné le 20 novembre 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e november 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming alsmede van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten", heeft de 20e november 1972 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

La loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile comprend deux chapitres. Le chapitre Ier est intitulé : De la protection civile. Il est introduit par l'article 1er, qui dispose :

"Article 1er. La protection civile comprend l'ensemble des mesures et des moyens civils destinés à assurer la protection et la survie de la population, ainsi que la sauvegarde du patrimoine national en cas de conflit armé. Elle a également pour objet de secourir les personnes et de protéger les biens en tout temps lors d'événements calamiteux, de catastrophes et de sinistres".

Le chapitre II est intitulé : Des services communaux et régionaux d'incendie. Il est introduit par l'article 9, dont les deux premiers alinéas disposent :

"Le Roi détermine les règles d'organisation générale des services communaux d'incendie.

Ces services sont soumis à l'inspection organisée par le Roi".

La loi du 31 décembre 1963 a donc deux objets bien distincts : la protection civile, qui est en principe affaire de l'Etat, et les services communaux d'incendie, qui sont en principe affaire de la commune. Dans un but de

.../...

rationalisation, la loi n'a pas voulu la création de services locaux au sein des services (d'Etat) de la protection civile elle a entendu maintenir aux autorités communales la mission de "faire jouir les habitants d'une bonne police" (décret du 14 décembre 1789, article 50) et, sous réserve du chapitre II, ne pas réduire "les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux" (décret des 16-24 août 1790, titre XI, article 3, dont le 5° mentionne "le soin de prévenir ... les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies ..."). Mais dans un but d'efficacité, la loi a prévu, d'une part, que les services communaux d'incendie et les services de la protection civile pourraient être appelés à intervenir conjointement et, d'autre part, que les services communaux et les services régionaux d'incendie seraient organisés suivant des règles à déterminer par le Roi (chapitre II).

Cette limitation de l'objet de la loi, en ce qui concerne les services communaux d'incendie, à la coordination avec les services de la protection civile de l'Etat et à l'habilitation donnée au Roi en ce qui concerne leur organisation, a été confirmée à maintes reprises au cours des travaux préparatoires. Ceux-ci ont insisté non seulement sur l'aspect des pouvoirs accordés au Roi, mais tout autant sur le maintien de l'autonomie communale et de la responsabilité des bourgmestres.

La loi du 31 décembre 1963 n'a pas défini la mission des services communaux d'incendie. Elle est demeurée dans le cadre de la protection contre l'incendie, qui était la seule mission prévue par l'arrêté royal du 15 mars 1935, auquel ses auteurs se sont référés, ce qui est bien, suivant ses termes mêmes, "leur mission propre en temps de paix" (article 5, alinéa 2).

.../...

Ainsi donc, en prévoyant la coordination des opérations dans lesquelles les services communaux d'incendie et les services de la protection civile interviennent conjointement et en habilitant le Roi à déterminer les règles d'organisation générale des services communaux d'incendie et à organiser l'inspection de ces services, le législateur n'a entendu limiter l'autonomie communale et les pouvoirs des bourgmestres qu'en ce qui concerne ces objets. Il n'a pas habilité le Roi à déterminer ou, a fortiori, à étendre par voie d'autorité la mission des services communaux d'incendie.

En revanche, le pouvoir attribué au Roi, de déterminer l'organisation générale des services communaux d'incendie est très large. Il ne subit d'autres limitations que celle que la loi elle-même établit en son chapitre II ou celles qui résultent tant du principe de l'autonomie communale auquel elle n'a porté atteinte que dans la mesure strictement indispensable, que de la responsabilité des bourgmestres qu'elle a entendu sauvegarder.

Mais, eu égard au souci de coordination qui a inspiré le législateur et qui s'est traduit expressément à l'article 8, alinéas 1er et 2, de la loi, le Roi a le pouvoir de déterminer l'organisation générale des services communaux et régionaux d'incendie en fonction de la mission de collaboration qu'ils peuvent être appelés à apporter aux services de la protection civile. Il a, de même, le pouvoir de régler la coordination des secours. Il a encore le pouvoir de charger le bourgmestre et, par là même, les services communaux et régionaux de l'exécution des mesures qu'Il prendrait

.../...

en matière de protection civile sur base de l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 31 décembre 1963 (article 90, alinéa 2, de la loi communale).

Ainsi donc, les pouvoirs conférés au Roi par la loi du 31 décembre 1963 sont, en ce qui concerne l'objet de police confié aux corps municipaux par l'article 3, 5°, du titre V du décret de 1790, limités sous deux aspects. D'une part, ils ne s'étendent aux services communaux que dans la mesure où ces services s'occupent de prévenir ou de faire cesser les incendies, à l'exclusion donc des autres missions de secours que les communes auraient organisées. D'autre part, quant à cette mission bien déterminée des services communaux, ils ne vont pas au-delà de la détermination de règles d'organisation générale, de l'inspection et de la fixation des modalités de coordination des opérations.

Depuis lors est intervenue la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, dont l'article 4, § 2, 10° (1), dispose :

"Les attributions des communes, dans les matières suivantes, sont transférées à l'agglomération ou à la fédération :

...

10° la lutte contre l'incendie".

.../...

(1) Et non 11° comme il est dit par erreur au début de l'exposé des motifs du projet.

L'entrée en vigueur de cette disposition nécessite à tout le moins une adaptation de la loi du 31 décembre 1963, qu'elle modifie implicitement. En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 95, 1°, de la loi du 26 juillet 1971, le Roi pourrait procéder à cette adaptation par un arrêté royal qui devrait être ratifié par la loi. Le Gouvernement préfère procéder directement par la voie législative, parce qu'il estime nécessaire non seulement d'adapter la loi du 31 décembre 1963, mais en outre d'y apporter des modifications substantielles.

De ces modifications, la plus importante est celle que l'article 5 du projet apporte à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1963.

Il ressort de l'exposé des motifs que le but poursuivi par le Gouvernement en proposant la modification de l'article 9, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 est d'étendre la compétence du Roi en ce qui concerne les services qui accomplissent les tâches visées à l'article 3, 5°, du décret de 1790. Ces services tomberont sous l'application de la loi du 31 décembre 1963, non seulement sous l'aspect restreint de leur mission de lutte contre l'incendie, mais, plus généralement, sous tous les aspects de leur mission générale "de porter secours en cas d'accidents entraînant ou pouvant entraîner des dommages aux personnes et aux biens".

.../...

L'extension des pouvoirs de réglementation et d'inspection du pouvoir central à l'ensemble des missions de secours dont les communes s'acquittent en vertu du décret de 1790 rendra inadéquate l'expression "services communaux d'incendie", telle qu'elle est employée dans la loi du 31 décembre 1963.

Certes, ce sont les services d'incendie qui, dans les communes, accomplissent d'une manière générale les missions de secours et ce, pour le motif qu'ils sont les seuls à être outillés en personnel et en matériel pour le faire. Il se justifiait, par ailleurs, que la loi du 31 décembre 1963 usât de l'expression "services d'incendie" puisque ce n'est que dans la mesure où les services communaux s'occupaient des incendies qu'elle leur était applicable. Dès lors que l'on étend le champ d'application de la loi à tous les services de secours organisés par les communes pour intervenir en cas d'accidents entraînant ou pouvant entraîner des dommages aux personnes et aux biens, il s'indique de modifier la terminologie légale. Le texte proposé par le Conseil d'Etat emploie l'expression "services d'incendie et de secours".

ANALYSE DES ARTICLES.

L'article 1er du projet ne dispose pas clairement que les pouvoirs du bourgmestre ne s'exercent plus que dans les communes qui ne font pas partie d'une agglomération ou d'une fédération.

.../...

En ce qui concerne l'article 5 du projet, le texte qui sera proposé ci-après pour l'article 9 nouveau de la loi du 31 décembre 1963 est rédigé de manière à ne pas viser les secours accordés par les commissions d'assistance publique, de sorte que la référence à la loi du 10 mars 1925 peut être omise sans inconvénient .

Selon l'article 6 du projet, l'article 10, alinéa 3, nouveau, de la loi, disposera que "la commune désignée comme centre de groupe régional est tenue de disposer d'un service d'incendie avec le personnel et le matériel nécessaires".

On entend par là, comme dans d'autres dispositions du projet, un personnel et un matériel répondant aux normes prescrites par le Roi dans le cadre de sa mission de déterminer les règles générales d'organisation.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat apporte cette précision (voir,à l'article 4 du texte proposé, l'article 16,nouveau,de la loi).

Au même article 6 du projet, il serait plus conforme à l'article 67 de la Constitution que le règlement général prévu par l'article 10, alinéa 5, nouveau,de la loi soit arrêté par le Roi (voir, à l'article 4 du texte proposé, l'article 17,nouveau,de la loi).

.../...

Pour le surplus, les dispositions projetées devraient être regroupées de manière plus logique, et elles appellent des observations de pure forme dont il est tenu compte dans le texte proposé.

TEXTE PROPOSE.

Article 1er.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile :

1° les mots "le service d'incendie" sont remplacés par les mots "le service d'incendie et de secours" ;

2° la phrase suivante est ajoutée :

"Dans les agglomérations et fédérations de communes, ce pouvoir est exercé par le collège exécutif".

Article 2.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 5 de la même loi :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Le même pouvoir est attribué, suivant le cas, au bourgmestre ou au collège exécutif d'agglomération ou de fédération, ou aux officiers du service d'incendie et de secours délégués, lors d'interventions de ce service dans le cadre de sa mission propre en temps de paix".

.../...

2° à l'alinéa 3, les mots "et la commune" sont remplacés par les mots "et, suivant le cas, la commune, l'agglomération ou la fédération de communes" ;

3° à l'alinéa 4, les mots "des services communaux d'incendie" sont remplacés par les mots "du service d'incendie et de secours de la commune, de l'agglomération ou de la fédération de communes".

Article 3.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 8 de la même loi :

1° à l'alinéa 1er, les mots "les services communaux d'incendie" sont remplacés par les mots "le service d'incendie et de secours de la commune, de l'agglomération ou de la fédération de communes";

2° à l'alinéa 2, les mots "des services communaux d'incendie" sont remplacés par les mots "des services d'incendie et de secours de communes, d'agglomérations ou de fédérations de communes".

Article 4.- (articles 4 à 11 du projet).

Dans la même loi, le chapitre II, ainsi que l'article 14 et l'intitulé qui le précède, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"CHAPITRE II. - DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS DES COMMUNES ET DES AGGLOMERATIONS OU FEDERATIONS DE COMMUNES".

.../...

Article 9.-

Pour l'application du présent chapitre, on entend par "services d'incendie et de secours", les services qui, dans les communes, les agglomérations ou les fédérations de communes, ont pour mission de prévenir ou de combattre les incendies et, d'une manière générale, de porter secours en cas d'accidents entraînant ou pouvant entraîner des dommages aux personnes et aux biens.

Article 10.-

Il y a un service d'incendie et de secours :

1° dans toute agglomération ;

2° dans toute fédération, à moins qu'elle n'en soit dispensée par le Ministre de l'Intérieur à la demande du conseil de fédération ;

3° dans toute commune constituant une entité suffisante au sens de l'article 2, § 4, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, à moins qu'elle n'en soit dispensée par le Ministre de l'Intérieur à la demande du conseil communal ;

4° dans toute commune œntre de groupe régional.

Les communes qui ne font pas partie d'une agglomération ou d'une fédération, ou qui ne constituent pas une entité suffisante et qui ne sont pas centre de groupe régional, peuvent maintenir un service d'incendie et de secours.

.../...

Article 11.-

Les communes qui ne font pas partie d'une agglomération ou d'une fédération sont, après consultation des conseils communaux, réparties en groupes régionaux, à moins qu'elles ne constituent une entité suffisante.

Le groupe régional est constitué par le gouverneur de la province s'il ne comprend que des communes de la même province. Il est constitué de commun accord entre les gouverneurs intéressés s'il comprend des communes de provinces différentes ; à défaut d'un tel accord, la décision est prise par le Ministre de l'Intérieur.

L'autorité qui constitue le groupe régional désigne la commune qui en est le centre, les conseils communaux entendus.

Les groupes régionaux sont modifiés ou supprimés suivant les nécessités, notamment lorsque des communes qui en font partie sont intégrées dans une agglomération ou dans une fédération.

Article 12.-

Les communes visées à l'article 10, alinéa 2, qui n'organisent pas de service d'incendie et de secours sont tenues d'avoir recours au service de la commune centre du groupe régional dont elles font partie.

.../...

Article 13.-

Les fédérations de communes et les communes dispensées, en vertu de l'article 10, alinéa 1er, 2° et 3°, d'organiser un service d'incendie et de secours, sont tenues d'avoir recours au service d'incendie et de secours désigné par le Ministre de l'Intérieur, le conseil de fédération ou le conseil communal entendu.

Article 14.-

Dans les cas prévus aux articles 12 et 13, les communes et les fédérations qui n'organisent pas de service d'incendie et de secours paient à l'organisateur du service auquel elles doivent recourir une redevance annuelle forfaitaire.

Le Roi arrête les normes de fixation de cette redevance.

Article 15.-

La redevance due par une commune est fixée par le gouverneur de la province, par la députation permanente du conseil provincial ou par le Ministre de l'Intérieur, suivant qu'elle doit être payée à une autre commune, à une fédération ou à une agglomération.

La redevance due par une fédération est fixée par la députation permanente du conseil provincial si elle doit être payée à une commune ou à une autre fédération. Elle est fixée par le Ministre de l'Intérieur si elle doit être payée à une agglomération.

.../...

Dans tous les cas, le créancier et le débiteur doivent être entendus ou mis en demeure de présenter leurs observations avant que la redevance ne soit fixée.

En cas de refus ou de négligence du débiteur, la redevance est, sur réquisition de l'autorité qui l'a fixée, transférée par la S.A. Crédit communal de Belgique du compte du débiteur à celui du créancier.

Article 16.-

Le Roi arrête les règles d'organisation générale des services d'incendie et de secours, et notamment les effectifs et les matériels minimaux dont ces services doivent être dotés.

Article 17.-

Le Roi arrête les règles générales relatives à l'intervention du service du centre de groupe régional ou du service désigné en vertu de l'article 13, alinéa 1er.

Article 18 (article 9 du projet).

Le Roi peut, dans les limites des lois budgétaires et aux conditions qu'Il détermine, aider les communes, les agglomérations et les fédérations qui organisent un service d'incendie et de secours, tant par l'octroi de subventions que par des cessions de matériel acquis spécialement pour les besoins de ces services.

.../...

Article 19 (voir article 10 du projet, en écrivant, à l'alinéa 1er, "service d'incendie et de secours").

Article 20 (voir article 11 du projet, en écrivant, à l'alinéa 1er : "Le Roi établit les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services d'incendie et de secours", et en remplaçant comme suit la deuxième phrase de l'alinéa 2 : "Cette tutelle s'exerce suivant les règles prévues à l'article 19, alinéa 2").

Article 21.-

Les services d'incendie et de secours sont soumis à l'inspection organisée par le Roi.

Cette inspection comporte le contrôle, sur pièces et sur place, de l'application des dispositions législatives et réglementaires et de l'exécution des mesures prescrites dans le cadre de la mission de ces services.

Le personnel d'inspection a, en tout temps, libre accès aux installations dont disposent les services. Il peut procéder à des enquêtes".

Article 5 (article 6, in fine, du projet).

Les conventions entre communes en vigueur au 26 janvier 1964 cessent leurs effets à la date fixée par le Roi.

.../...

Article 6 (article 12 du projet, en écrivant, in fine, "la prévention et la lutte contre les incendies et, d'une manière générale, les secours en cas d'accidents entraînant ou pouvant entraîner des dommages aux personnes et aux biens").

Article 7 (article 13 du projet, en remplaçant les mots "la mission impartie aux services d'incendie par la présente loi", par les mots "la mission prévue à l'article 4, § 2, 10°, de la loi du 26 juillet 1971").

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming heeft twee hoofdstukken. Hoofdstuk I heet : Civiele bescherming. Het wordt ingeleid door artikel 1 dat bepaalt :

"Artikel 1. De civiele bescherming omvat alle civiele maatregelen en middelen die moeten dienen om de bescherming en het voortbestaan van de bevolking te verzekeren, en om 's lands patrimonium te vrijwaren in geval van gewapend conflict. Zij heeft ook tot doel bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen en schadegevallen, te allen tijde personen bij te staan en goederen te beschermen".

Het opschrift van hoofdstuk II luidt : Gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten. Het vangt aan met artikel 9 waarvan de eerste twee alinea's bepalen :

"De Koning bepaalt de regelen in verband met de algemene organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten.

Deze diensten zijn aan de door de Koning georganiseerde inspectie onderworpen".

De wet van 31 december 1963 heeft dus twee wel onderscheiden onderwerpen : de civiele bescherming, die in beginsel zaak van de Staat is, en de gemeentelijke brandweerdiensten, die in beginsel zaak van de gemeente zijn. Met het oog op rationalisatie heeft de wet geen plaatselijke diensten

.../...

willen oprichten binnenin de (Rijks) diensten van de civiele bescherming; zij heeft aan de gemeenteoverheid de taak willen overlaten welke artikel 50 van het decreet van 14 december 1789 omschrijft als volgt: "Faire jouir les habitants d'une bonne police" en heeft, onder voorbehoud van hoofdstuk II, geen beperking willen stellen op de "objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux" (decreet van 16-24 augustus 1790, titel XI, artikel 3, waarvan de tekst onder 5° zegt : "le soin de prévenir ... les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies ..."). Maar, om doeltreffend te zijn, heeft de wet enerzijds bepaald dat de gemeentelijke brandweerdiensten en de diensten van de civiele bescherming kunnen worden opgeroepen om samen op te treden, anderzijds dat de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten worden georganiseerd volgens de regelen welke de Koning bepaalt (hoofdstuk II).

Dat de strekking van de wet, wat de gemeentelijke brandweerdiensten betreft, beperkt zou blijven tot een coördinatie met de diensten van de civiele bescherming van het Rijk en tot de aan de Koning verleende machtiging in verband met hun organisatie, is bij herhaling bevestigd in de parlementaire voorbereiding. Daarin is niet alleen de nadruk gelegd op het aspect van de aan de Koning verleende bevoegdheid, maar evenzeer op het behoud van de gemeentelijke autonomie en van de verantwoordelijkheid van de burgemeesters.

De wet van 31 december 1963 heeft de taak van de gemeentelijke brandweerdiensten niet omschreven. Zij is binnen het kader van de brandbescherming gebleven, de enige taak die aangegeven was in het koninklijk besluit

.../...

van 15 maart 1935 waarnaar de stellers van de wet hebben verwezen en die in artikel 5, tweede lid, heet te zijn : "In vredestijd, wanneer die diensten in het raam van hun eigen opdracht optreden".

Door te voorzien in de coördinatie van de operaties waarbij de gemeentelijke brandweerdiensten samen met de diensten van de civiele bescherming optreden en door de Koning te machtigen tot het bepalen van de regelen in verband met de algemene organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten en tot het organiseren van de inspectie van die diensten, heeft de wetgever de gemeentelijke autonomie en de bevoegdheid van de burgemeesters dus alleen voor die aangelegenheden willen beperken. Hij heeft de Koning er niet toe gemachtigd de taak van de gemeentelijke brandweerdiensten te omschrijven of, a fortiori, gezagshalve uit te breiden.

Daarentegen is de aan de Koning verleende bevoegdheid om de algemene organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten te bepalen, zeer ruim. Daarop staan geen andere beperkingen dan die welke de wet zelf in haar hoofdstuk II oplegt of die welke volgen zowel uit het beginsel van de gemeentelijke autonomie, waaraan zij slechts voor het strikt noodzakelijke afbreuk heeft gedaan, als uit de verantwoordelijkheid van de burgemeesters die zij heeft willen vrijwaren.

Gelet echter op de wil van de wetgever om tot een coördinatie te komen, waaraan uitdrukkelijk uiting is gegeven in artikel 8, eerste en tweede lid, van de wet, is de Koning bevoegd tot het bepalen van de algemene organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten, in acht genomen dat zij ook geroepen kunnen worden mede te werken met de diensten van de civiele bescherming. Ook

.../...

kan hij de coördinatie van de hulpverlening regelen, én ook de burgemeester en derhalve ook de gemeentelijke en gewestelijke diensten belasten met de uitvoering van de maatregelen welke hij terzake van de civiele bescherming mocht treffen op grond van artikel 2, eerste lid, van de wet van 31 december 1963 (artikel 90, tweede lid, van de gemeentewet).

De bij de wet van 31 december 1963 aan de Koning opgedragen bevoegdheid is dus, inzake de politietaak welke artikel 3, 5°, van titel V van het decreet van 1790 aan de "corps municipaux" opdraagt, op tweeërlei wijze beperkt. Tot de gemeentediensten strekt die bevoegdheid zich slechts uit voor zover zij optreden om brand te voorkomen of te bestrijden, met uitsluiting dus van andere hulpdiensten welke de gemeenten georganiseerd mochten hebben. Vervolgens blijft die bevoegdheid, wat die welomschreven opdracht van de gemeentediensten betreft, beperkt tot het bepalen van de regelen in verband met de algemene organisatie, tot de inspectie en tot de vaststelling van de nadere regelen voor de coördinatie van de operaties.

Inmiddels is de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten tot stand gekomen, waarvan artikel 4, § 2, 10°, (1) stelt :

"Aan de agglomeratie of aan de federatie wordt de bevoegdheid van de gemeenten in de volgende aangelegenheden overgedragen :

...

10° de brandweer".

.../...

---

(1) niet 11° zoals in het begin van de memorie van toelichting staat.

Tengevolge van de inwerkingtreding van die bepaling dient de wet van 31 december 1963, welke zij stilzwijgend wijzigt, op zijn minst te worden aangepast. Krachtens de hem bij artikel 95, 1°, van de wet van 26 juli 1971 opgedragen bevoegdheid zou de Koning daartoe een door de wet te bekrachtigen koninklijk besluit kunnen uitvaardigen. De Regering geeft er de voorkeur aan, rechtstreeks langs wetgevende weg op te treden, omdat zij oordeelt dat de wet van 31 december 1963 niet alleen aangepast maar ook grondig gewijzigd moet worden.

Onder die wijzigingen is de belangrijkste die welke artikel 5 van het ontwerp aanbrengt in artikel 9 van de wet van 31 december 1963.

Uit de memorie van toelichting blijkt, dat de Regering met de wijziging van artikel 9, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 bedoelt, 's Konings bevoegdheid te verruimen ter zake van de diensten die de in artikel 3, 5°, van het decreet van 1790 bedoelde taken verrichten. Die diensten zullen onder de toepassing van de wet van 31 december 1963 komen te vallen, niet alleen uit het beperkte oogpunt van hun brandbestrijdingstaak, maar meer in 't algemeen, in alle opzichten, voor wat hun opdracht betreft om "in het algemeen hulp te bieden, bij ongevallen welke schade aan personen en goederen veroorzaken of kunnen veroorzaken".

Door de verruiming van de verordenings- en inspectiebevoegdheid van het centraal gezag tot alle hulpverleningsopdrachten welke de gemeenten krachtens het decreet van 1790 vervullen, wordt de uitdrukking "gemeentelijke brandweerdiensten" uit de wet van 31 december 1963 ondienstig.

.../...

Nu is het wel zo dat de brandweerdiensten in het algemeen de hulpverleningsopdrachten vervullen in de gemeenten, omdat zij alleen over het nodige personeel en materieel beschikken. Overigens sprak de wet van 31 december 1963 terecht van "brandweerdiensten", daar zij op de gemeentediensten slechts toepassing vond voor zover die met brandbescherming te maken hadden. Als de werkingssfeer van de wet eenmaal wordt uitgebreid tot alle hulpdiensten die gemeenten organiseren om op te treden bij ongevallen welke schade aan personen en goederen veroorzaken of kunnen veroorzaken, ligt het voor de hand dat de wetsterminologie wordt gewijzigd. De Raad van State stelt voor, te werken met de benaming "brandweer- en hulpdiensten".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1 van het ontwerp stelt niet duidelijk dat de bevoegdheid van de burgemeester alleen nog wordt uitgeoefend in gemeenten die geen deel uitmaken van een agglomeratie of een federatie.

Bij artikel 5 van het ontwerp zij opgemerkt, dat de hierna voorgestelde tekst voor het nieuwe artikel 9 van de wet van 31 december 1963 zo geredigeerd is dat hij niet doelt op de bijstand vanwege commissies van openbare onderstand; de verwijzing naar de wet van 10 maart 1925 kan dus zonder bezwaar achterwege blijven.

Volgens artikel 6 van het ontwerp zal het nieuwe artikel 10, derde lid, van de wet bepalen : "De als gewestelijk groepscentrum aangewezen gemeente is ertoe gehouden over een brandweerdienst met het nodige personeel en materieel te beschikken".

.../...

Zoals in andere bepalingen van het ontwerp worden hier bedoeld : personeel en materieel dat voldoet aan de normen, die de Koning voorschrijft in het kader van zijn opdracht om de algemene organisatieregels vast te stellen.

Die bijzonderheid komt tot uiting in de tekst welke de Raad van State voorstelt (zie, in artikel 4 van de voorgestelde tekst, het nieuwe artikel 6 van de wet).

Nog steeds wat artikel 6 van het ontwerp betreft, zou het beter in overeenstemming met artikel 67 van de Grondwet zijn dat het algemeen reglement, voorgeschreven in het nieuwe artikel 10, vijfde lid, van de wet, door de Koning wordt vastgesteld (zie, in artikel 4 van de voorgestelde tekst, het nieuwe artikel 17 van de wet).

Voor het overige dient van de ontwerp-bepalingen een logischer geheel te worden gemaakt. Ook zijn een aantal opmerkingen betreffende de vorm te maken. In de voorgestelde tekst is er rekening mee gehouden.

VOORGESTELDE TEKST.

Artikel 1.-

In artikel 3, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 op de civiele bescherming worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de brandweerdiensten" worden vervangen door de woorden "de brandweer- en hulpdienst";

2° de volgende volzin wordt toegevoegd :

"In agglomeraties en federaties van gemeenten wordt die bevoegdheid uitgeoefend door het uitvoerend college".

.../...

Artikel 2.-

In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Dezelfde bevoegdheid wordt, naar gelang van het geval, verleend aan de burgemeester of aan het uitvoerend agglomeratie- of federatiecollege, of aan de gemachtigde officieren van de brandweer- en hulpdienst, wanneer deze in het raam van zijn eigen opdracht in vredestijd optreedt".

2° in het derde lid worden de woorden "en de gemeente" vervangen door de woorden "en, naar gelang van het geval, de gemeente, de agglomeratie of de federatie van gemeenten";

3° in het vierde lid worden de woorden "van de gemeentelijke brandweerdiensten" vervangen door de woorden "van de brandweer- en hulpdienst van de gemeente, de agglomeratie of de federatie van gemeenten".

Artikel 3.-

In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de gemeentelijke brandweerdiensten" vervangen door de woorden "de brandweer- en hulpdienst van de gemeente, de agglomeratie of de federatie van gemeenten";

2° in het tweede lid worden de woorden "de gemeentelijke brandweerdiensten" vervangen door de woorden "de brandweer- en hulpdiensten van gemeenten, agglomeraties of federaties van gemeenten".

.../...

Artikel 4 (de artikelen 4 tot 11 van het ontwerp).

In dezelfde wet worden hoofdstuk II, alsook artikel 14 en het daaraan voorafgaande opschrift vervangen door de volgende bepalingen :

"HOOFDSTUK II. - BRANDWEER- EN HULPDIENSTEN VAN GEMEENTEN EN AGGLOMERATIES EN FEDERATIES VAN GEMEENTEN.

Artikel 9.-

Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden onder "brandweer- en hulpdiensten" verstaan de diensten die in gemeenten, agglomeraties of federaties van gemeenten tot taak hebben brand te voorkomen of te bestrijden en, in het algemeen, hulp te bieden bij ongevallen die schade aan personen en goederen veroorzaken of kunnen veroorzaken".

Artikel 10.-

Er is een brandweer- en hulpdienst :

1° in iedere agglomeratie;

2° in iedere federatie, tenzij de Minister van Binnenlandse Zaken haar ervan heeft vrijgesteld op verzoek van de federatieraad;

3° in iedere gemeente die een voldoende entiteit in de zin van artikel 2, § 4, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten vormt, tenzij de Minister van Binnenlandse Zaken haar ervan heeft vrijgesteld op verzoek van de gemeenteraad;

4° in iedere gemeente die het centrum van een gewestelijke groep is.

.../...

Gemeenten die geen deel uitmaken van een agglomeratie of een federatie, of die geen voldoende entiteit vormen en geen centrum van een gewestelijke groep zijn, kunnen een brandweer- en hulpdienst in stand houden.

Artikel 11.-

De gemeenten die geen deel uitmaken van een agglomeratie of een federatie, worden na raadpleging van de gemeenteraden ingedeeld in gewestelijke groepen, tenzij zij een voldoende entiteit vormen.

De gewestelijke groep wordt door de provinciegouverneur samengesteld wanneer zij slechts gemeenten van dezelfde provincie omvat. Zij wordt in onderlinge overeenstemming tussen de betrokken gouverneurs samengesteld wanneer zij gemeenten van verschillende provincies omvat; wordt geen overeenstemming bereikt, dan neemt de Minister van Binnenlandse Zaken de beslissing.

De overheid die de gewestelijke groep samenstelt wijst, de gemeenteraden gehoord, de gemeente aan die er het centrum van is.

De gewestelijke groepen worden gewijzigd of opgeheven naargelang van de behoeften, inzonderheid wanneer een ertoe behorende gemeente in een agglomeratie of een federatie wordt opgenomen.

Artikel 12.-

De in artikel 10, tweede lid, bedoelde gemeenten die geen brandweer- en hulpdienst organiseren, zijn gehouden een beroep te doen op de dienst van de gemeente die het centrum is van de gewestelijke groep waarvan zij deel uitmaken.

.../...

Artikel 13.-

De federaties van gemeenten en de gemeenten die krachtens artikel 10, eerste lid, 2° en 3°, vrijgesteld zijn van het organiseren van een brandweer- en hulpdienst, zijn gehouden een beroep te doen op de brandweer- en hulpdienst die, de federatieraad of de gemeenteraad gehoord, door de Minister van Binnenlandse Zaken is aangewezen.

Artikel 14.-

In de gevallen bedoeld in de artikelen 12 en 13 betalen de gemeenten en de federaties die geen brandweer- en hulpdienst organiseren een forfaitaire jaarlijkse bijdrage aan de organisator van de diensten waarop zij een beroep moeten doen.

De Koning bepaalt de normen voor het vaststellen van die bijdrage.

Artikel 15.-

De door een gemeente verschuldigde bijdrage wordt vastgesteld door de provinciegouverneur, door de bestendige deputatie van de provincieraad of door de Minister van Binnenlandse Zaken, naargelang zij aan een andere gemeente, aan een federatie of een agglomeratie moet worden betaald.

De door een federatie verschuldigde bijdrage wordt vastgesteld door de bestendige deputatie van de provincieraad als zij moet worden betaald aan een gemeente of aan een andere federatie. Zij wordt vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken als zij moet worden betaald aan een agglomeratie.

.../...

In alle gevallen moeten de schuldeiser en de schuldenaar worden gehoord of aangemaand hun opmerkingen naar voren te brengen vóór de bijdrage wordt vastgesteld.

In geval van weigering of nalatigheid van de schuldenaar wordt de bijdrage, op vordering van de overheid die ze heeft vastgesteld, door de N.V. Gemeentekrediet van België overgebracht van de rekening van de schuldenaar op die van de schuldeiser.

Artikel 16.-

De Koning bepaalt de regels in verband met de algemene organisatie van de brandweer- en hulpdiensten, inzonderheid het minimum aan personeel en materieel waarover die diensten moeten beschikken.

Artikel 17.-

De Koning bepaalt de algemene regels betreffende het optreden van de dienst van het centrum van een gewestelijke groep, of van de krachtens artikel 13, eerste lid, aangewezen dienst.

Artikel 18 (artikel 9 van het ontwerp).

De Koning kan, binnen de grenzen van de begrotingswetten en onder de door hem te bepalen voorwaarden, de gemeenten, de agglomeraties en de federaties van gemeenten die een brandweer- en hulpdienst organiseren, bijstaan zowel door het toekennen van subsidies als door overdracht van speciaal voor de behoeften van die diensten aangeschaft materieel.

Artikel 19 (zie artikel 10 van het ontwerp, mits in het eerste lid gelezen wordt "brandweer- en hulpdienst").

.../...

Artikel 20 (zie artikel 11 van het ontwerp, mits het eerste lid als volgt wordt gelezen : "De Koning bepaalt de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria en de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor officieren van de brandweer- en hulpdiensten" en de tweede volzin van het tweede lid te lezen als volgt : "Dit toezicht wordt uitgeoefend overeenkomstig de regels, voorgeschreven in artikel 19, tweede lid").

Artikel 21.-

De brandweer- en hulpdiensten zijn onderworpen aan de door de Koning georganiseerde inspectie.

Die inspectie omvat het toezicht, op stukken en ter plaatse, op de toepassing van wets- en verordeningsbepalingen en op de uitvoering van de maatregelen die in het kader van de taak van die diensten zijn voorgeschreven.

Het inspectiepersoneel heeft te allen tijde vrije toegang tot de installaties waarover die diensten beschikken. Het kan onderzoek instellen.

*

* *

Artikel 5 (artikel 6, in fine, van het ontwerp).

Aan de gevolgen van de overeenkomsten die op 26 januari 1964 tussen gemeenten lopen, komt een einde op de door de Koning vast te stellen datum.

.../...

Artikel 6 (artikel 12 van het ontwerp, mits in fine wordt gelezen "het voorkomen en het bestrijden van brand, en in het algemeen, de hulpverlening bij ongevallen die schade aan personen en goederen veroorzaken of kunnen veroorzaken").

Artikel 7 (artikel 13 van het ontwerp, mits de woorden "de bij deze wet aan de brandweerdiensten opgelegde taak" te vervangen door : "de taak bedoeld in artikel 4, § 2, 10°, van de wet van 26 juli 1971").

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.